



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,  
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER  
en charge des Technologies vertes et des Négociations sur le climat

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
de Haute-Normandie

Saint-Etienne-du-Rouvray, le 19 avril 2010

Service Risques

Réf. : UTRD.2010.04.Ri3.029.NA.BeJ  
Affaire suivie par : Nadia ABIDA  
A l'Unité Territoriale de Rouen-Dieppe  
Subdivision Risques 3  
Mél : nadia.abida@industrie.gouv.fr  
Tél. : 02 32 91 97 78 Fax : 02 32 91 97 97

T:\Entreprises-Ri3\GREIF\AP\2010\de report délai bât  
Lohéac\UTRD.2010.04.Ri3.029 rapport coderst. report délai bât Lohéac.odt

RAPPORT AU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE  
L'ENVIRONNEMENT ET DES RISQUES  
SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES  
INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Société GREIF France  
Chemin du Gord - B.P. 181  
76120 GRAND-QUEVILLY

Application de l'article R512-31 du code de  
l'environnement.  
Projet de prescriptions complémentaires suite à  
modifications non notables

1. Objet

Par bordereau en date du 13 avril 2010, monsieur le préfet de Seine-Maritime a transmis à monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, un dossier de déclaration déposé par la société GREIF France SAS relatif à une demande de modifications de certaines échéances de son arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires en date du 23/12/2009 afférentes à la mise en conformité du bâtiment de stockage dénommé « Lohéac » que GREIF exploite chemin du Gord au GRAND-QUEVILLY.

Le présent rapport vise à présenter la demande de l'exploitant et à proposer des prescriptions complémentaires compensatoires afférentes à l'exploitation de ce bâtiment.

2. Activités et situation administrative

Les principales activités de l'établissement sont le travail des métaux, l'extrusion/soufflage de matières plastiques, ainsi que l'injection/moulage de matières plastiques.

Associés à ces activités principales, sont notamment réalisés sur le site : l'application de peinture (fûts métalliques), le stockage des matières premières (plastiques, peintures...) et des produits finis (plastiques notamment). Le site dispose également d'installations de compression et d'installations de combustion.

La production nominale du site est de 3 millions de fûts métalliques par an, 2,3 millions de fûts plastiques par an (soit environ 2 800 tonnes de plastiques transformés), 130 millions de pièces de fermeture (bouchons) par an (correspondant à 1 200 tonnes de plastiques transformées, avec un accroissement prévu à 1 400 tonnes), 67 000 poches IBC (poches plastiques enserrées dans des cages en acier tubulaire).

Horaires d'ouverture : 9h00 - 12h00 / 14h00 - 17h00  
Tél. : 33 (0) 2 35 52 32 00 - fax : 33 (0) 2 35 52 32 32  
21, avenue de la Porte des Champs  
76037 ROUEN Cedex

Présent  
pour  
l'avenir

Le site est principalement réglementé par l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires en date du 23/12/2009 relatif à la régularisation et à l'extension des activités de fabrication de fûts métalliques et plastiques et de fabrication de systèmes de fermetures en plastique. Cet arrêté préfectoral a été acté à l'issue de l'instruction du bilan décennal de fonctionnement de l'usine.

### 3. Contexte de la demande

L'exploitation de l'usine nécessite de disposer de zones de stockage pour l'entreposage des matières premières (plastique, métal, etc.) et des produits finis. Pour ce faire, GREIF exploite en location une cellule de l'entrepôt voisin appartenant à la société LOHEAC pour le stockage d'une partie des produits finis en plastique ainsi que des produits métalliques.

Cet entrepôt est autorisé à contenir :

- 1 368 m<sup>3</sup> de produits finis (matières plastiques) ;
  - 100 m<sup>3</sup> de cartons ;
  - 293 t de substances combustibles telles des résines, des matières premières en acier, etc.
- La cellule de stockage présente un volume de 24 000 m<sup>3</sup>.

Il y a lieu de préciser que l'exploitation de cette cellule de stockage est assujettie au respect de prescriptions techniques en matière de sécurité et de résistance au feu et ce, dans des délais impartis.

En effet, l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires en date du 23/12/2009 impose à l'exploitant la mise en œuvre des dispositions qui suivent :

- mise en œuvre de murs-coupe feu sur les pignons de l'entrepôt « Lohéac » dans un délai de 6 mois à compter de la notification de l'arrêté ;
- renforcement de la structure du bâtiment pour assurer sa résistance et sa stabilité au feu dans un délai de 6 mois à compter de la notification de l'arrêté ;
- mise en œuvre de dispositions visant à protéger la cellule de stockage exploitée par GREIF vis-à-vis d'une cellule voisine contenant des produits de fumigation dans un délai de 6 mois à compter de la notification de l'arrêté ;
- mise en œuvre d'un système de détection automatique incendie avec report d'alarme dans un délai de 6 mois à compter de la notification de l'arrêté ;
- mise en œuvre d'un gardiennage autour du bâtiment de stockage dès la notification de l'arrêté.

Devant l'ampleur des travaux (représentant un investissement de 150 k€) à mettre en œuvre dans une cellule de stockage qu'il occupe à titre de locataire, l'exploitant indique qu'il a pour projet de cesser son exploitation à moyen terme et qu'il projette de construire un nouveau bâtiment à l'intérieur de l'emprise de son usine.

A cet effet, celui-ci a déposé un dossier de déclaration le 8 janvier 2010 accompagné d'une demande de permis de construire en vue de la construction d'un nouveau bâtiment de stockage au sein de l'usine assorti d'un réaménagement des voies de circulation avec création d'un nouvel accès pour les poids lourds depuis le chemin du Gord.

Ce nouveau bâtiment devait être dédié au stockage de produits finis issus de l'activité TriSure, activité de fabrication de bouchons en plastique, de cartons, d'emballages plastique, d'outillages de presse, etc. représentant un volume total de 2 100 m<sup>3</sup>. Ces travaux représentent un investissement de près de 800 k€.

Ce projet s'inscrivait donc dans la volonté de libérer la cellule de stockage actuellement louée par GREIF dans l'entrepôt voisin LOHEAC et par là même de réduire les volumes de stockage.

### 4. Caractéristiques de la nouvelle demande formulée par l'exploitant

Par courrier en date du 6 avril 2010 adressé à l'administration, l'exploitant a demandé à :

- suspendre l'instruction du dossier de déclaration relatif à la mise en œuvre d'un nouveau bâtiment de stockage et par là même suspendre la rédaction du projet de prescriptions visant à encadrer son exploitation ;
- bénéficier d'un report de délai pour la mise en œuvre des prescriptions rappelées précédemment afférentes à l'exploitation du bâtiment dénommé « Lohéac ».

Cette demande s'inscrit dans le cadre d'évolutions significatives en terme de développement des activités du site de Grand-Quevilly et notamment des activités TriSure. En effet, l'exploitant indique que la première phase validée par son groupe a permis l'acquisition d'un terrain de 1 hectare au sud de l'usine (anciennement propriété de Grande Paroisse sur la zone Est) en vue du déploiement des activités et notamment des activités de stockage, la construction d'un bâtiment et la mise en place d'une nouvelle ligne de palettisation à fin 2010. Le déploiement sur cette zone est motivé par la volonté de l'exploitant de libérer la cellule Lohéac pour une réintégration dans les bâtiments existants ou dans des bâtiments à venir sur le site.

Cependant, ces projets de modifications ne sont pas encore précisément arrêtés. L'exploitant indique toutefois qu'en prévision de ces projets de redéploiement, il n'apparaît pas opportun d'investir dans des aménagements de locaux loués pour lesquels il ne certifie pas le maintien de leur exploitation à moyen terme.

Aussi, GREIF demande un report de délai de 12 mois par rapport à l'échéance initiale fixée par l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires en date du 23/12/2009 pour l'application des prescriptions afférentes à l'exploitation du bâtiment dénommé « Lohéac ». Celui-ci fait savoir que ce délai doit lui permettre d'intégrer les orientations prises par son groupe et de statuer sur une solution durable visant à améliorer l'activité de stockage sur le site.

Il est à noter que cette demande s'accompagne de la mise en œuvre de mesures compensatoires. En effet, l'exploitant propose de garantir la sécurité des locaux par :

- la mise en place de rondes de nuits renforcées sur le stockage « Lohéac » ;
- la mise en place de détecteurs incendie reliés à la centrale d'alarme du site GREIF ;
- la mise en place d'une vidéo surveillance avec détecteurs de présence en périodes nocturnes sur les abords extérieurs du bâtiment « Lohéac ».

Ces dispositions pourront être mises en œuvre pour le 30 juin 2010.

#### **5. Examen et proposition de l'inspection des installations classées**

L'inspection des installations a consulté le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) au sujet de la demande formulée par l'exploitant afin de recueillir son avis et connaître les éventuelles mesures compensatoires supplémentaires à prescrire en vue de se prémunir d'actes de malveillance pendant la période de 12 mois d'exploitation du bâtiment « Lohéac ».

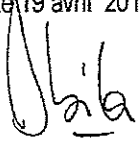
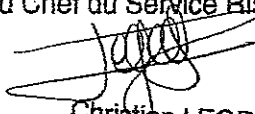
Le SDIS n'a émis aucune observation sur la requête de l'exploitant et s'est prononcé favorablement à la mise en œuvre des mesures compensatoires qu'il se propose de mettre en œuvre.

En outre, dans la mesure où le bâtiment « Lohéac » est très susceptible d'être abandonné par l'exploitant dans le cadre des projets de redynamisation des activités du site de Grand-Quevilly, l'inspection des installations classées émet un avis favorable à la demande de GREIF moyennant la mise en œuvre, au plus tard pour le 30 juin 2010, des mesures compensatoires que sont :

- la mise en place de rondes de nuits renforcées sur le stockage « Lohéac » ;
- la mise en place de détecteurs incendie reliés à la centrale d'alarme du site GREIF ;
- la mise en place d'une vidéo surveillance avec détecteurs de présence en périodes nocturnes sur les abords extérieurs du bâtiment « Lohéac ».

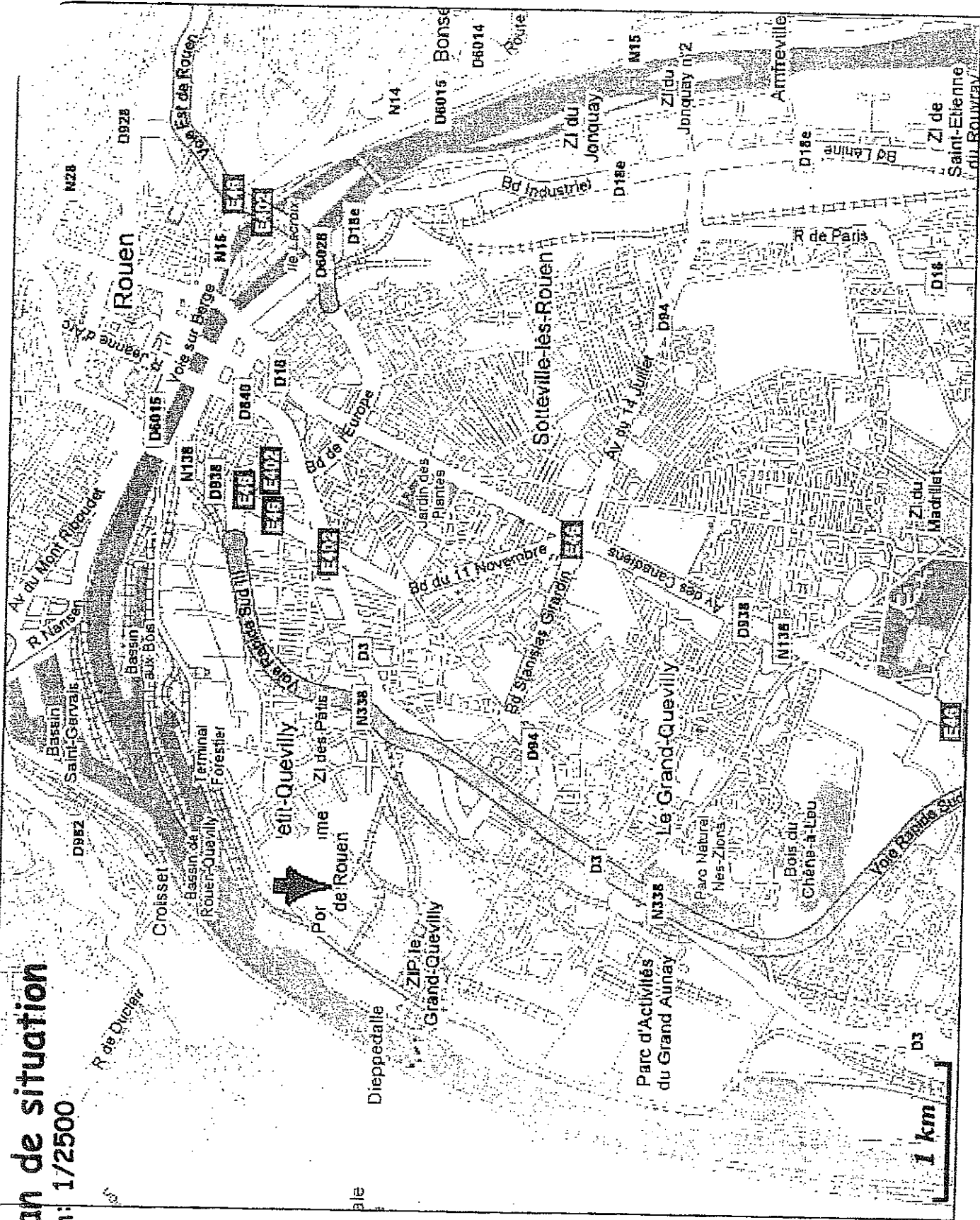
Aussi, le projet de prescriptions joint au présent rapport prévoit d'octroyer un délai supplémentaire de 12 mois à compter de l'échéance initiale pour mettre en conformité la cellule « Lohéac » et prescrit de nouvelles dispositions pour le 30 juin 2010 en vue d'encadrer l'exploitation de ce bâtiment pendant ce délai.

Aussi, l'inspection des installations classées demande aux membres du CODERST d'émettre un avis favorable à la requête déposée par la société GREIF et au projet de prescriptions joint au présent rapport.

<b>Rédacteur</b> L'inspecteur des installations classées  Le 19 avril 2010  Nadia ABIDA	<b>Vérificateur</b>  L'Adjoint au Chef du Service Risques  Christian LEGRAND Le 19 MAI 2010	Adopté et transmis à monsieur le préfet du département de Seine-Maritime D.C.P.E/DDASS de Seine-Maritime Le 19 15 110 Pour le directeur et par délégation L'Adjoint au Chef du Service Risques,  C. HART
---	---	--

PC1 Plan de situation

Ech: 1/2500



PREFET DE LA SEINE-MARITIME

Préfecture

Rouen, le

Direction régionale de l'environnement, de  
l'aménagement et du logement de Haute-  
Normandie

Service Risques

LE PRÉFET

Affaire suivie par : Gisèle ATOUBA  
Tél. : 02.35.52.32.57  
Fax : 02.35.88.74.38  
Mél. [gisele.atouba@developpement-durable.gouv.fr](mailto:gisele.atouba@developpement-durable.gouv.fr)

DE LA RÉGION DE HAUTE-NORMANDIE,

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME,

- **ARRETE** -

**S.A.S.GREIF France  
LE GRAND-QUEVILLY (76120)**

**Prescriptions complémentaires**

**VU :**

Le livre V du code de l'environnement,

L'arrêté préfectoral en date du 23 décembre 2009 imposant à la S.A.S. GREIF des prescriptions complémentaires pour l'exercice de ses activités sur la commune de GRAND-QUEVILLY,

Les différents arrêtés préfectoraux autorisant et réglementant les activités de la S.A.S. GREIF pour son site de Grand-Quevilly,

Le dossier de déclaration déposé par la S.A.S. GREIF le 8 janvier 2010,

Le courrier de l'exploitant en date du 6 avril 2010,

Le rapport de l'inspection des installations classées en date du 19 avril 2010,

La lettre de convocation au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques datée du

La délibération du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 8 juin 2010,

La transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant le

## **CONSIDERANT :**

Que la S.A.S. GREIF France exploite une installation pour le travail des métaux, l'extrusion/soufflage de matières plastiques, ainsi que l'injection/moulage de matières plastiques avec notamment le stockage des matières premières et des produits finis, sur la commune de Grand-Quevilly, Chemin du Gord,

Que la S.A.S. GREIF exploite en location une cellule de l'entrepôt voisin appartenant à la société LOHEAC pour le stockage d'une partie des produits finis,

Que S.A.S. GREIF France souhaite étendre les activités de stockage de son usine de Grand-Quevilly en cessant cette location et en construisant un nouveau bâtiment à l'intérieur de l'emprise de son usine,

Que l'exploitant a présenté un dossier de déclaration en date du 8 janvier 2010, en vue notamment de libérer la cellule de stockage actuellement louée par GREIF dans l'entrepôt voisin LOHEAC,

Que l'arrêté préfectoral en date du 23 décembre 2009 susvisé impose des prescriptions techniques en matière de sécurité et de résistance au feu dans des délais impartis relativement à l'entrepôt LOHEAC,

Que par courrier daté du 6 avril 2010, l'exploitant a demandé à bénéficier d'un report de délai pour la mise en œuvre des prescriptions rappelées précédemment afférentes à l'exploitation du bâtiment dénommé « LOHEAC »,

Que cette demande s'accompagne de la mise en œuvre de mesures compensatoires pouvant être mises en œuvre pour le 30 juin 2010,

Que l'inspection des installations classées a émis un avis favorable à la mise en œuvre pour le 30 juin 2010 au plus tard des mesures compensatoires présentées,

Que le présent arrêté prévoit l'octroi d'un délai supplémentaire pour la mise en conformité de la cellule « LOHEAC » et prescrit de nouvelles dispositions pour le 30 juin 2010 en vue d'encadrer l'exploitation de ce bâtiment pendant ce délai,

Qu'il y a lieu, en conséquence, de faire application à l'encontre de l'exploitant des dispositions prévues par l'article R512-31 du Code de l'Environnement susvisé,

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La S.A.S. GREIF France, dont le siège social est situé à Grand-Quevilly, est tenue de respecter les prescriptions complémentaires ci-annexées pour l'exploitation de ses activités à l'adresse précitée.

En outre, l'exploitant doit se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre III) - parties législatives et réglementaires - du Code du Travail, et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. Sur sa demande, tous renseignements utiles lui seront fournis par l'inspection du travail pour l'application de ces règlements.

### **Article 2 :**

Une copie du présent arrêté doit être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté doit être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur du site.

**Article 3 :**

L'établissement demeure d'ailleurs soumis à la surveillance de la police, de l'inspection des installations classées, de l'inspection du travail et des services d'incendie et de secours, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

**Article 4 :**

En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté pourra faire l'objet, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par la législation sur les installations classées.

Sauf cas de force majeure, le présent arrêté cesse de produire effet si l'établissement n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

**Article 5 :**

Au cas où la société serait amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration aux services préfectoraux, dans le mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins trois mois avant la date de cessation, dans les formes prévues à l'article R512-74 du Code de l'Environnement, et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L-511.1 du Code de l'Environnement.

**Article 6 :**

Conformément à l'article L-514.6 du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de ROUEN. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de quatre ans pour les tiers à compter du jour de sa publication.

**Article 7 :**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 8 :**

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le maire de Grand-Quevilly, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Haute-Normandie, les inspecteurs des installations classées, le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, de l'emploi et du travail, les inspecteurs du travail, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous agents habilités des services précités et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie de Grand-Quevilly.

Un avis sera inséré aux frais de la société intéressée dans deux journaux d'annonces légales du département.

Le Préfet,



Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires en date du .....

Société GREIF FRANCE  
Chemin du Gord- BP 181  
76120 GRAND-QUEVILLY

#### ARTICLE 1 : EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société GREIF FRANCE dont le siège social est situé chemin du Gord, BP 181, 76121 LE GRAND-QUEVILLY est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à la même adresse, les installations détaillées dans les articles suivants.

#### ARTICLE 2 : MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions indiquées dans le présent arrêté complètent et remplacent les dispositions contraires de l'autorisation accordée par les arrêtés pris précédemment et notamment l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 23/12/2009. Les dispositions des actes administratifs antérieurs et non contraires au présent arrêté restent applicables.

#### ARTICLE 3 : ÉCHÉANCES ET MESURES COMPENSATOIRES

Les dispositions de l'alinéa 2 de l'article 1.5.2 de l'arrêté préfectoral du 23/12/2009 sont modifiées comme suit :

Dispositions à mettre en œuvre	Délai d'exécution
Réaliser une étude technique visant à supprimer les zones d'effets qui sortent des limites de propriété du site, notamment les zones d'effets issues du scénario d'incendie de la cellule « Lohéac ».	Au plus tard au 30/06/2011
Protéger la cellule de stockage « Lohéac » vis-à-vis de la cellule voisine située au Sud dans laquelle sont stockés des produits de fumigation.	Au plus tard au 30/06/2011
Mettre en œuvre des murs coupe-feu sur les pignons de l'entrepôt « Lohéac ».	Au plus tard au 30/06/2011
Procéder au renforcement de la structure du bâtiment Lohéac (stabilité au feu).	Au plus tard au 30/06/2011
Mettre en œuvre un système de détection automatique incendie dans le bâtiment « Lohéac » avec report vers la centrale d'alarme du site GREIF.	Au 30/06/2010

Elles sont complétées par les prescriptions suivantes :

L'exploitant s'attachera à mettre en œuvre les mesures compensatoires qui suivent dans les délais indiqués :

Dispositions à mettre en œuvre	Délai d'exécution
Mettre en place un gardiennage incluant des rondes en périodes nocturnes autour du bâtiment « Lohéac ».	Au plus tard au 30/06/2010
Mettre en place une vidéo surveillance avec détection de présence en périodes nocturnes sur les abords extérieurs du bâtiment « Lohéac ».	Au plus tard au 30/06/2010